



# Une autre ambition pour Courbevoie

**Courbevoie, à l'ombre des tours de LA DÉFENSE  
Pouvoir absolu de l'EPAD, gestion pas claire :**

**Que va devenir le quartier de La Défense ?**

**Quels impacts sur la vie des Courbevoisiens ?**

**La liste « Une autre ambition pour Courbevoie » exige de la transparence !**

Depuis le 6 février 2007, trois collectivités territoriales entièrement contrôlées par l'UMP, le département et les communes de Puteaux et Courbevoie ont désormais les mains libres pour gérer la véritable mine d'or que constitue ce quartier des Affaires.

En effet, l'Assemblée Nationale et le Sénat ont entériné la création d'un Établissement Public de Gestion (EPIC) et une réforme des conditions de construction sur La Défense. La totalité de l'ancien périmètre de l'EPAD est déclaré d'Utilité publique. Par ce coup de baguette magique, les 500 000 m<sup>2</sup> de nouvelles surfaces créées à partir de la rénovation et de l'extension de tours, dites obsolètes, ainsi que la construction de nouvelles tours échapperont aux règles du droit commun de l'urbanisme. Et ceci au moins jusqu'en 2013 !

Plus aucune contrainte en matière de gabarit et de densité. Tout est permis !

Qui peut désormais s'opposer aux décisions de l'EPAD ?

Qui peut créer un contrepouvoir ?

Certainement pas le Département UMP tout puissant qui contrôle la présidence de l'EPAD, ni bien sûr les maires UMP de Puteaux et Courbevoie qui se garderont bien de s'opposer aux volontés du département dirigé par le Secrétaire Général de leur Parti.

Aucune concertation n'est prévue avec l'Établissement Public de la Défense 2 (SEINE ARCHE) qui se développe sur Nanterre.

Pourtant, cette réforme a de lourdes conséquences sur la vie des habitants des villes de la périphérie de La Défense. En privilégiant les bureaux, elle alimente la spéculation foncière. Les loyers et les prix continuent d'augmenter et des populations moins favorisées sont contraintes d'aller se loger ailleurs.

Les énormes chantiers induits par le programme de réhabilitation et de construction de tours neuves créeront d'importantes nuisances pour les riverains. Les tours seront construites au mépris du développement durable, en consommant dix fois plus d'énergie que les préconisations standard.





## La Défense : dans le collimateur d'une Commission d'enquête du Sénat

Maintenant l'EPAD peut décider ce qu'elle veut, sans qu'aucun contre pouvoir réel vienne s'opposer à ses projets. Et ceci, alors que sa gestion a été jugée suspecte par la Cour des Comptes !

Le Sénat en effet, après avoir reçu un rapport de la Cour des Comptes particulièrement explicite, a décidé de créer une commission d'enquête et a décidé de rendre public le rapport de la Cour des Comptes et tous les éléments de l'enquête.



Cette enquête dirigée par un ancien Ministre des Finances : Monsieur ARTHUIS, conclut à la permanence de nombreuses et graves anomalies qui empêchent de se prononcer sur « la régularité, la sincérité et l'image fidèle du patrimoine et des résultats de l'établissement ».

L'opacité sur les conditions de gestion, délibérément entretenue avec la complicité des équipes municipales sortantes de Courbevoie et de Puteaux nuit aux intérêts des habitants des communes directement concernées par La Défense, dont des élus siègent pourtant, depuis l'origine au Conseil d'Administration de l'EPAD comme ils siègent maintenant à celui de l'EPIC nouvellement créé.

Ils n'assurent pas l'indispensable rôle de contrôle et de « défense des intérêts » de leurs concitoyens comme le prouve leur passivité tout au long de ces années et leur suivisme dans la mise en place de la nouvelle Loi qui instaure de facto, une zone de non droit sur le périmètre de La Défense.

## La Défense : des scandales, toujours des scandales

Difficile d'évoquer l'histoire de La Défense sans évoquer les scandales immobiliers qui secouent régulièrement depuis vingt ans le « Manhattan français » : commissions exorbitantes dans l'affaire de la tour BP, multiples dépassements de permis de construire concernant trois gratte-ciels courbevoisiens (les tours Egée, Cèdre et Colisée, livrées entre 1998 et 2000) pour 8 000 m<sup>2</sup> de surface non autorisées. L'enquête est toujours en cours.

Scandales passés, mais aussi scandales actuels. Depuis à peine deux mois ce sont **250 familles courbevoisiennes** locataire des DAMIERS et d'une filiale de la RATP qui sont **directement menacées** par la spéculation immobilière d'un Promoteur dont les agissements sont à la limite du respect des personnes et de la légalité. Sans parler des locataires du HLM LES COROLLES également menacés par un autre projet!

## Une autre ambition est possible pour La Défense

La liste « Une autre ambition pour Courbevoie » qui rassemble le Parti Socialiste, les Verts le Parti Communiste et des membres de la Société Civile particulièrement attentifs au devenir de La Défense et aux impacts induits dans la vie quotidienne de tous les Courbevoisiens, exige une **totale transparence** sur ce dossier fondamental pour le devenir de notre ville.

Elle exigera conformément au dispositif prévu par la Loi sur la Démocratie de proximité, la création d'une **mission d'information et d'évaluation**, chargée de recueillir des éléments d'information validés et sincères sur la gestion et le devenir de La Défense qui est désormais une réelle question d'intérêt communal pour tous les Courbevoisiens. Il y va de l'intérêt de tous.

Elle exigera également que le programme de construction intègre la réalisation de **logements locatifs à loyers réduits** et que l'ensemble des logements sociaux situés en périphérie de La Défense soient préservés et maintenus dans leur destination actuelle.

Le dimanche 9 mars, en votant pour « **Une autre ambition pour Courbevoie** », la liste conduite par **Jean-André Lasserre**, vous pourrez **rendre La Défense aux Courbevoisiens**.

